

\$50,000,000; mais le coût réel fut \$175,000,000. Cela donne une idée de l'excédent du coût sur l'estimation. On dit souvent que le cultivateur épargnerait de trois à quatre cents—certains vont même jusqu'à douze cents—par boisseau en expédiant son grain par la nouvelle route maritime. Eh bien, La Canada Steamships Lines, dont je suis le plus ancien directeur, a transporté du grain, l'été dernier, pour moins de trois cents, et il nous a fallu en déduire 1.4 cent pour transbordement d'élevateurs. Les honorables sénateurs peuvent donc calculer ce qui restait à la compagnie. Si cette merveilleuse route maritime est le moins active, elle enlèvera chaque tonne de marchandises aux chemins de fer. Avec le National-Canadien, notre population se trouve posséder soixante pour cent des voies ferrées du pays; de sorte qu'en établissant la route maritime nous abolirions le revenu de notre réseau national. Les honorables sénateurs sont-ils d'avis que l'entreprise serait judicieuse?

En terminant, je puis dire sans ambages que jusqu'ici j'ai toujours été opposé à cette voie de navigation internationale, mais je dois aujourd'hui avouer mon embarras. Après avoir lu les termes presque incroyables du traité, je me suis demandé si je serais justifié de maintenir mon opposition à cette entreprise, vu que, aux termes de ce traité, Uncle Sam s'engage à dépenser des centaines de millions de ses bons dollars dans des entreprises en territoire canadien, où la main-d'œuvre et les matériaux employés seraient exclusivement canadiens. Quand les Etats-Unis se lancèrent dans la construction du canal de Panama, ils eurent bien soin de se rendre propriétaires de tout le territoire où ces travaux devaient être exécutés. Or, dans ce traité, pas un mot au sujet de l'acquisition de quelques parcelles du territoire canadien. Il peut y avoir une raison pour cela. Uncle Sam a pu calculer que le Canada hésiterait à conclure un tel marché si ce marché portait pour conditions une cession de territoire. Nourrit-il maintenant l'idée que s'il exécute en notre pays des entreprises américaines avec ses propres capitaux, la protection de ces entreprises pourra plus tard lui donner le droit d'exercer une certaine juridiction dont il n'est pas nécessaire de parler pour l'instant? J'ignore quelle peut bien être l'explication, mais j'avoue franchement que je ne puis comprendre pourquoi Uncle Sam est ainsi prêt à déverser des centaines de millions de dollars en territoire canadien, selon le projet actuel, si son dessein n'est pas de prendre, de manière ou d'autre, possession des entreprises que ces dollars représenteront. Tout cela est très significatif, et me rappelle le vieux dic-

ton: "Timeo Danaos et dona ferentes." Je crains les Grecs quand ils font des offrandes.

On nous parle de la prospérité du Canada. Eh bien, faisons la revue des cinquantes dernières années. Les Libéraux ont détenu le pouvoir durant vingt-cinq ans, et les Conservateurs durant le même nombre d'années. Sous le régime libéral, la prospérité fut grande, avec réduction d'impôts et excédent de recettes; mais sous l'Administration conservatrice, les affaires périclitèrent et tout paraissait aller mal.

En 1888, il y a quarante ans, je faisais le relevé cadastral dans le comté de Compton, townships de Compton, Clifton et Whitton. Ces comtés ont chacun une superficie de dix milles sur dix, soit cent milles carrés; de sorte que les trois townships couvraient un territoire d'environ trois cents milles carrés. Cela se passait dix ans avant l'inauguration de la politique nationale, mais les fermes étaient désertées et la population s'enfuyait du pays. J'ai été témoin de ces événements. Nos plans cadastraux devaient être accompagnés d'un livre de renvoi, et il fallait inscrire dans ce livre les noms des propriétaires des terres. Pour me procurer ces noms, j'allais à une ferme, mais les fenêtres en étaient fermées avec des planches, les portes cadenassées, et l'endroit était absolument désert. A la ferme voisine, les conditions étaient les mêmes; parfois, il en était ainsi à trois fermes contiguës. Quand j'arrivais à une ferme habitée, je m'informais des occupants des autres fermes, et on me répondait: "Ils sont partis pour les Etats-Unis." Je m'enquerais: "Toute la famille?"—"Toute la famille," me répondait-on. Le Grand-Tronc avait organisé des trains d'excursion pour transporter ces gens loin des Cantons de l'Est. Dans le temps, le Nord-Ouest n'était pas peuplé, et les affaires étaient dans le marasme. Or, Laurier arriva au pouvoir et la situation subit une transformation complète. Le malaise disparut et nous eûmes l'ère d'or. Les actions du Pacifique-Canadien, qui se vendaient aux alentours de 32 ou 33, bondirent à plus de 240, de sorte que celui qui en détenait pour \$100,000 lorsque les Conservateurs étaient au pouvoir, devint presque millionnaire sous le régime Laurier. De 1901 à 1911, notre population passa, en chiffres ronds, de cinq millions à sept millions, et la prospérité était générale au pays.

Puis un changement se produisit. Le gouvernement Borden monta au pouvoir, et le gouvernement Meighen lui succéda. Ce fut le recul, et nous eûmes tous les embarras. Par-dessus tout cela survint une guerre. Le gouvernement King reprit ensuite les rênes du pouvoir. Les conditions s'améliorèrent de